



CONSEIL

Cent soixante-dix-septième session

Rome, 7-11 avril 2025

Interventions d'urgence de la FAO dans les contextes de crise

Résumé

S'appuyant sur les documents préparés pour de précédentes sessions du Conseil, en particulier le point 4.3 de la 176^e session du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le présent document fait le point sur l'état de la sécurité alimentaire dans certains pays, examine les défis à relever et présente les activités d'appui et les interventions d'urgence menées par l'Organisation dans ces contextes de crise. Il aborde également la situation de pays qui ne sont pas couverts par les points 5.1 (Situation à Gaza en matière de sécurité alimentaire et questions connexes relevant du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO]) et 5.2 (Impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale et questions connexes relevant du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO]).

Suite que les participants à la Réunion conjointe du Comité financier et du Comité du Programme et le Conseil sont invités à donner

Les participants à la Réunion conjointe et le Conseil sont invités à prendre note des informations présentées dans le document et à donner les indications qu'ils jugeront utiles.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M^{me} Beth Bechdol
Directrice générale adjointe
Tél.: +39 06570 51800
Courriel: DDG-Bechdol@fao.org

I. Les interventions d'urgence et de renforcement de la résilience et le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO

1. Malgré les efforts importants déployés par la communauté internationale, la faim aiguë se maintient à des niveaux élevés. La part de la population en proie à une insécurité alimentaire aiguë est restée globalement inchangée depuis 2020, puisqu'en 2023, plus de 282 millions de personnes dans 59 pays ou territoires étaient dans cette situation.

2. De ce fait, les travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) consacrés aux situations d'urgence et à la résilience sont inscrits dans les domaines prioritaires du Programme (DPP) du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO et font partie intégrante des activités menées par l'Organisation aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national.

3. La FAO s'emploie à renforcer la résilience – entendue comme la capacité de prévenir, d'anticiper et d'absorber les chocs et les situations de stress, de s'y adapter et de se transformer en conséquence – en mettant en œuvre des interventions coordonnées en matière de gestion des risques (AV4) et de gestion des impacts (AV3) suivant un enchaînement structuré, afin de venir en aide aux communautés confrontées à des conflits, des phénomènes liés au climat (lien avec AE1), des chocs économiques et/ou des crises touchant les filières alimentaires (AP3). Elle s'efforce également de réduire la malnutrition dans les situations de crise alimentaire (lien avec AN2). Cette approche multirisque, conforme à l'approche axée sur le nexus action humanitaire-développement-paix, combine interventions d'urgence et de renforcement de la résilience complémentaires afin de mieux préparer les communautés aux chocs futurs.

4. La FAO prévoit de prêter une aide d'urgence et une aide pour le renforcement de la résilience à 80 millions de personnes par an – comme l'indique son Programme de travail et budget 2024-2025. Cet objectif chiffré permet à l'Organisation de focaliser et articuler ses interventions d'urgence et de renforcement de la résilience autour des *quatre améliorations* et des différents DPP. Dans les pays confrontés à de graves crises alimentaires, la FAO renforce son appui technique et opérationnel, sur la base des priorités déterminées par les pays. L'un des principaux éléments de ces travaux consiste à élaborer des programmes d'intervention d'urgence et de renforcement de la résilience pour les bureaux de pays, à même d'apporter des réponses plus efficaces et coordonnées, fondées sur des analyses complètes des pays et des risques.

5. Ces programmes découlent des cadres de programmation par pays de la FAO, qui sont eux-mêmes ancrés dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et alignés sur le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO, l'accent portant plus spécifiquement sur les cinq DPP suivants:

- situations d'urgence agricoles et alimentaires (AV3);
- systèmes agroalimentaires résilients (AV 4);
- approche «Une seule santé» (AP 3);
- la nutrition au bénéfice des plus vulnérables (AN 2); et
- systèmes agroalimentaires contribuant à atténuer le changement climatique et adaptés à ses effets (AE 1).

II. Positionnement des interventions d'urgence et de renforcement de la résilience de la FAO au sein du système international

6. Conformément à son mandat et à son expertise technique, la FAO joue un rôle clé au sein de divers forums et instruments interinstitutionnels et multilatéraux qui aident à piloter, définir et encadrer les travaux et les efforts de cohérence déployés à l'échelle du système dans les situations de crise alimentaire, en plus des collaborations établies avec les entités et organisations individuelles.

7. Les forums interinstitutionnels suivants, auxquels la FAO participe régulièrement, revêtent une importance particulière.

A. Comité permanent interorganisations

8. La FAO est membre à part entière du Comité permanent interorganisations (CPI), l'instance de coordination humanitaire du système des Nations Unies de plus haut niveau, depuis sa création. Guidée par son mandat consistant à éliminer la faim, la FAO apporte une contribution stratégique fondée sur son expertise analytique et technique, qui fournit des éléments factuels étayant l'action contre les crises alimentaires mondiales et nationales, son approche axée sur les communautés et l'établissement de priorités nationales (en particulier dans les régions peu couvertes par les autres acteurs humanitaires plus traditionnels), ainsi que son rôle de codirection du Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire.

9. La FAO contribue à définir les orientations stratégiques du système humanitaire en participant au Groupe des chefs d'organismes du CPI, au Groupe des délégués (au sein duquel la Directrice générale adjointe de la FAO codirige le thème «climat») et au Groupe des directeurs de programmes d'aide d'urgence, qui fournit un appui opérationnel aux coordonnateurs résidents et coordonnateurs de l'action humanitaire. En 2025, la FAO organisera, avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'examen annuel du Groupe des directeurs de programmes d'aide d'urgence. La FAO collabore aussi activement avec d'autres organismes associés au CPI, notamment le Groupe de plaidoyer opérationnel et stratégique, qui définit des normes et des orientations pour le système, et le Groupe de direction des évaluations de l'action humanitaire interinstitutionnelle, entre autres. Les processus internes de la FAO en matière de situations d'urgence sont alignés sur les procédures d'activation en situation d'urgence à l'échelle du système (protocoles d'intensification) du CPI, mais l'Organisation conserve la possibilité d'agir de manière indépendante et de déclarer ses propres procédures d'activation en situation d'urgence.

B. (Co)direction du module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et des modules au niveau des pays

10. Le module d'action groupée en matière de sécurité alimentaire coordonne la réponse aux crises humanitaires sur le plan de la sécurité alimentaire pendant et après les crises en intervenant sur les questions de disponibilité, d'accessibilité, d'utilisation et de stabilité des aliments. Le module d'action groupée en matière de sécurité alimentaire opère dans plus de 30 pays, apportant son aide dans les domaines suivants: évaluation et analyse des situations, conception d'interventions humanitaires pour le secteur de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, suivi des interventions afin d'en déterminer les éventuelles lacunes et d'en maximiser l'impact, plaidoyer pour le financement des besoins non satisfaits, renforcement des capacités des partenaires locaux et des gouvernements, et planification des interventions d'urgence selon une approche qui place les populations au centre des interventions et assure le respect du principe de responsabilité. Le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire fournit aux modules de pays des directives et un appui techniques pour les aider à exercer ces fonctions essentielles.

11. En plus de son rôle de chef de file dans le soutien d'urgence à l'agriculture, la FAO œuvre également pour la promotion de l'aide alimentaire en soutenant la production alimentaire locale et en protégeant les moyens d'existence. L'Organisation codirige les travaux des modules sur la localisation, l'action anticipatoire et le nexus action humanitaire-développement-paix. Au sein du groupe de travail du module mondial consacré à l'agriculture, la FAO joue un rôle clé en fournissant aux modules de pays et aux partenaires des directives concernant les interventions fondées sur l'agriculture.

12. En 2024, le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire a soutenu l'intensification des interventions face aux situations d'urgence et de crise alimentaire prolongée dans 29 pays et coordonné un réseau de plus de 1 200 partenaires, principalement des organisations nationales ou locales. Dans l'ensemble, à la fin du mois de septembre 2024, les partenaires du module avaient fait bénéficier 71 millions de personnes d'une combinaison d'aides alimentaires et d'aides à l'agriculture et aux moyens d'existence. Chaque année, la FAO contribue à hauteur de presque 70 pour cent aux réalisations du module en matière d'interventions d'urgence en faveur des moyens d'existence.

C. Réseau mondial contre les crises alimentaires

13. Le Réseau mondial contre les crises alimentaires est une initiative multipartite qui vise à prévenir les crises alimentaires, à s'y préparer et à y faire face en diffusant des données probantes et des connaissances et en encourageant la mise en œuvre d'interventions coordonnées sur le nexus action humanitaire-développement-paix. Il appuie les efforts de la FAO de façon stratégique, notamment en l'aidant à trouver des solutions durables qui favorisent des interventions humanitaires et de renforcement de la résilience porteuses de transformation. Il aide la FAO et la communauté internationale à cerner les priorités au niveau des pays, les lacunes en matière de capacités et les besoins d'investissement, ainsi que les approches et stratégies nécessaires pour relever les défis immédiats et à long terme en matière de sécurité alimentaire. Par ailleurs, il inscrit les interventions d'urgence et de renforcement de la résilience de la FAO au sein du système international global, dans le cadre d'une initiative multipartite unique, en leur conférant la masse critique nécessaire pour améliorer les mesures de prévention et d'intervention en cas de crise alimentaire.

14. L'un des principaux atouts du Réseau mondial contre les crises alimentaires réside dans les analyses fondées sur la recherche de consensus qu'il mène régulièrement pour améliorer la prise de décision et à approfondir les connaissances sur les situations d'urgence et de crise. Les publications phares telles que le Rapport mondial sur les crises alimentaires, le rapport de la FAO et du PAM sur les points névralgiques de la faim («Hunger Hotspots»), le rapport de la FAO et du PAM sur la surveillance de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de conflit («Monitoring Food Security in Food Crisis Countries») et ses mises à jour à l'intention des membres du Conseil de sécurité de l'ONU, le rapport sur les flux financiers et les crises alimentaires («Financing Flows and Food Crises Report») et d'autres analyses ont contribué à fournir des informations essentielles sur les situations de crise alimentaire au cours des huit dernières années. Ces rapports examinent en détail l'ampleur et la gravité des crises, ainsi que les facteurs qui en sont responsables, appuyant les efforts déployés par la FAO pour affiner ses stratégies de prévention et d'atténuation des famines. Ils offrent également des éclairages permettant de sélectionner des actions anticipatoires et de guider les initiatives de renforcement de la résilience dans les situations d'urgence.

D. Collaboration avec le Programme alimentaire mondial

15. La collaboration avec le PAM dans les situations de crise couvre un large spectre allant de l'élaboration de données et de politiques à la programmation conjointe, en passant par le plaidoyer en faveur de la sécurité alimentaire mondiale, chaque organisation exploitant au mieux ses avantages comparatifs. Outre les collaborations précédemment mentionnées avec le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et le Réseau mondial contre les crises alimentaires, la FAO et le PAM ont élaboré une stratégie d'action anticipatoire commune afin de maximiser les avantages pour les communautés à risque et d'assurer l'intégration des politiques. La coordination des plateformes et initiatives clés que sont, entre autres, le Groupe de travail sur l'action anticipatoire et les Alertes précoces pour tous est assurée au niveau mondial et a permis d'aligner les indicateurs d'alerte rapide et les déclencheurs de l'action anticipatoire. Depuis 2024, la FAO et le PAM mettent conjointement en œuvre des projets d'action anticipatoire dans la Grande Corne de l'Afrique, dans la région des Grands Lacs, ainsi qu'en Afrique australe en prévision de la sécheresse induite par El Niño.

16. Au-delà des actions anticipatoires, la FAO et le PAM collaborent régulièrement sur le plan opérationnel dans les situations de crise. Voici quelques exemples de programmation conjointe en cours:

- En **Ukraine**, la FAO et le PAM mettent conjointement en œuvre le *programme de rétablissement des moyens d'existence et de revitalisation des communautés rurales touchées par les mines et autres engins explosifs laissés par la guerre*, qui vise à rétablir les activités en lien avec les moyens d'existence agricoles dans les zones gravement éprouvées par la guerre, de façon à: 1) affranchir progressivement les ménages ruraux et les petits exploitants agricoles de l'aide extérieure, 2) soutenir la récupération et le rétablissement des terres, des sols et des services écosystémiques connexes, et 3) aider le secteur agroalimentaire à renouer

avec la croissance économique. Cette collaboration est motivée par une vision à long terme commune qui passe par une aide au redressement de l'Ukraine et de son économie et un appui au Gouvernement ukrainien pour l'exécution de l'un de ses objectifs prioritaires: le déminage.

- En **République démocratique du Congo**, la FAO travaille avec le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour renforcer les systèmes de collecte de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L'Organisation a spécifiquement formé le personnel de différentes régions et institutions du pays (instituts nationaux de statistique, ministères, organisations non gouvernementales nationales et internationales, agences des Nations Unies et partenaires d'exécution) à l'utilisation des outils de collecte d'informations sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la résilience, les prix des cultures, les rendements et d'autres domaines connexes. Cela rend l'ensemble des acteurs plus prompts à réagir aux menaces émergentes et à les prévenir. Par ailleurs, la FAO, le PAM et l'UNICEF encouragent l'adoption d'une approche intégrée en matière de lutte contre la malnutrition chronique. La FAO concentre son action sur la prévention, notamment l'agriculture tenant compte de la nutrition, l'amélioration de la production animale et l'augmentation de la consommation de produits laitiers, ainsi que les associations villageoises d'épargne et de crédit. La FAO et le PAM ont également élaboré un programme conjoint de renforcement de la résilience pour s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité et fournir une assistance aux communautés en proie à l'insécurité alimentaire. Ce programme est principalement mis en œuvre dans la partie orientale du pays (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika et Kasai). Ce programme crée des possibilités de développement et renforce et étend les filières agricoles.

III. Nécessité de l'aide agricole d'urgence et d'un soutien financier durable pour réduire l'insécurité alimentaire aiguë

17. L'insécurité alimentaire aiguë est le plus souvent un phénomène rural. En 2023, les habitants des zones rurales représentaient au moins deux tiers de la population confrontée à une insécurité alimentaire aiguë. Dans certains pays, jusqu'à 90 pour cent des personnes exposées à une situation de crise vivent en milieu rural.

18. Au niveau mondial, l'avenir proche s'avère préoccupant, car rien n'indique que les principaux facteurs à l'origine de la faim aiguë – à savoir les conflits, les phénomènes climatiques extrêmes et les ralentissements économiques – s'atténueront en 2025. D'après le rapport conjoint de la FAO et du PAM sur les points névralgiques de la faim, l'insécurité alimentaire aiguë devrait s'aggraver dans 16 points névralgiques de la faim entre novembre 2024 et mai 2025, couvrant un total de 22 pays et territoires. Il est très alarmant de constater que même lorsque des alertes de détérioration de la sécurité alimentaire sont émises (indiquant par exemple la présence de populations en phase 5 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire [IPC]/Cadre harmonisé [CH]), elles ne se traduisent pas nécessairement par une modification significative du volume de fonds humanitaires alloués aux secteurs alimentaires. Actuellement, le financement des aides – assistance agricole d'urgence et aides fournies en espèces ou bien sous forme de denrées alimentaires – ne répond pas à l'évolution ascendante des besoins, même lorsque les populations sont en condition de catastrophe (phase 5 de l'IPC). La non-satisfaction des besoins augmente le risque de faim et de malnutrition, ainsi que l'exposition des populations à des maladies évitables.

19. Pour faire reculer l'insécurité alimentaire aiguë, il est nécessaire d'apporter une solution équilibrée, ce que les financements humanitaires sont bien en peine de faire puisqu'ils mettent généralement l'accent sur l'aide à court terme sans s'attaquer aux causes profondes de la faim. Alors que deux tiers au moins des personnes souffrant de faim aiguë sont des agriculteurs, des éleveurs ou d'autres petits producteurs alimentaires, 3 pour cent seulement des fonds humanitaires destinés au secteur alimentaire leur sont alloués pour les aider à protéger leurs actifs agricoles et à produire leur propre nourriture. La part restante des fonds est consacrée à l'aide alimentaire (85 pour cent) et à l'aide nutritionnelle (12 pour cent), qui répondent aux besoins quotidiens des populations en matière d'alimentation et de nutrition mais n'empêchent pas le basculement d'un nombre accru de personnes dans l'insécurité alimentaire ni n'offrent de solution de sortie.

20. L'aide agricole d'urgence offre aux communautés rurales concernées un moyen unique d'échapper à la faim. En peu de temps, les interventions agricoles d'urgence peuvent rétablir et stabiliser les stocks alimentaires des familles, des céréales aux rations quotidiennes de lait. Elles peuvent accroître l'approvisionnement alimentaire, ce qui évite d'avoir à faire venir les denrées d'autres régions et coûte beaucoup moins cher. Les gains que peuvent engendrer ces interventions en termes de sécurité alimentaire et de rapport coût-efficacité sont une pièce manquante essentielle de la réponse collective, en particulier dans un contexte de besoins croissants et de diminution des fonds disponibles.

IV. Informations actualisées sur certains programmes de pays

21. Cette section répond aux demandes d'informations actualisées sur la situation de certains pays adressées par les membres lors de la 176^e session du Conseil, et fournit également des mises à jour sur d'autres points névralgiques de la faim. Elle fait brièvement le point sur l'état de l'insécurité alimentaire et sur les activités et interventions d'urgence menées par la FAO dans ces contextes de crise.

A. Burkina Faso

22. La crise humanitaire au Burkina Faso est imputable à l'insécurité persistante, aux chocs climatiques et aux déplacements de population de grande ampleur. Le conflit continue de restreindre les mouvements de population, limite l'accès aux sources marginales de nourriture et de revenus et perturbe les chaînes d'approvisionnement, provoquant régulièrement des pénuries de biens essentiels.

23. Les auteurs de l'analyse du Cadre harmonisé de mars 2024 ont estimé qu'environ 1,7 million de personnes (soit 8 pour cent de la population totale) avaient besoin d'une aide immédiate (phase 3 ou supérieure de l'IPC) entre mars et mai 2024. Dans les projections pour la période juin-août 2024, ce chiffre grimpe à 2,7 millions (12 pour cent de la population totale). L'analyse a mis en évidence que des régions telles que le Centre-Nord, le Nord et le Sahel étaient confrontées à des défis critiques sur le plan de la sécurité alimentaire.

24. Face à ces défis, la FAO a fourni un soutien crucial à environ 365 400 personnes, en venant en aide à près de 52 000 ménages tout au long de l'année 2024. Ses interventions ciblées, qui visaient à relancer la productivité agricole, à améliorer les possibilités de création de revenus et à rétablir les moyens d'existence touchés par les chocs environnementaux et sociopolitiques, se sont articulées autour des activités suivantes: distribution de produits alimentaires pour le bétail, soutien à la production de volaille, transformation des produits animaux, fourniture de semences de cultures vivrières, d'engrais et d'outils pendant la saison des pluies et la saison sèche, et mise en place de formations et d'un appui technique pour encourager l'adoption de bonnes pratiques agricoles.

25. En 2025, 2,8 millions de personnes auront besoin d'une aide à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence. Parallèlement, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a été multiplié par plus de vingt depuis janvier 2019. Plus de 2 millions de personnes ont été déplacées (chiffre de mars 2023), ce qui fait du Burkina Faso l'un des pays du monde où la crise liée aux déplacements s'aggrave le plus rapidement. La FAO a l'intention d'étendre la portée de ses interventions à 1,4 million de personnes, soit environ 200 000 ménages. Selon les estimations, cela nécessitera un budget de 55 millions d'USD, qui servira à fournir une aide agricole d'urgence mais aussi à renforcer la résilience grâce à des pratiques agricoles durables. On déplore néanmoins d'importantes difficultés de financement, puisqu'en 2024, seulement 5 millions d'USD ont été obtenus sur les 54,8 millions d'USD requis.

B. Haïti

26. Haïti fait face à une grave crise d'insécurité alimentaire et sa situation devrait rester critique en 2025. Selon la dernière analyse de l'IPC (août 2024-février 2025), 5,4 millions de personnes, soit près de la moitié de la population, sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Parmi elles, 6 000 sont en situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC), 2 millions en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC) et 3,4 millions en situation de crise (phase 3 de l'IPC). Le nombre de personnes en proie à

une insécurité alimentaire aiguë a augmenté d'un million depuis l'analyse précédente, réalisée en août 2023. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a doublé depuis juin 2024 et dépassait le million en décembre 2024. De plus, la situation à cet égard devrait s'aggraver car l'aide humanitaire est insuffisante pour répondre aux besoins de la population.

27. En 2024, la FAO a demandé 42,6 millions d'USD pour aider 528 000 personnes. En raison de l'aggravation de la crise, l'Organisation a également lancé un appel éclair en vue d'obtenir 10 millions d'USD supplémentaires qui devaient lui permettre d'allouer des aides agricoles d'urgence et des aides en espèces à 80 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ce soutien a permis à la FAO d'aider près de 100 000 personnes au moyen de transferts monétaires, de distributions de semences de cultures et de légumes et d'outils agricoles, d'aides à l'élevage et de services vétérinaires, l'accent étant mis sur les populations vulnérables de Port-au-Prince et des régions touchées par la crise – le Nord-Est, le Sud, le Sud-Est, Grande-Anse, l'Artibonite et les Nippes.

28. Dans le cadre du plan d'intervention humanitaire de 2025, la FAO cherche à obtenir 84,7 millions d'USD pour aider 1,1 million de personnes, la priorité étant donnée aux familles rurales vivant dans des zones classées en phase 4 de l'IPC. L'objectif est de rétablir la production alimentaire locale en soutenant les capacités de production végétale (maïs, fabacées et ignames notamment) et animale et de réduire la dépendance à l'égard de l'aide extérieure. L'approche retenue combinera aide en nature et solutions axées sur le marché (distribution de bons d'achat par exemple) et mettra à profit les réseaux de multiplicateurs de semences ayant bénéficié d'un soutien de la FAO par le passé.

29. L'attention mondiale portée à l'état de l'insécurité alimentaire en Haïti demeure très limitée. Ainsi, en 2024, sur les 340 millions d'USD requis par le secteur, seuls 140 millions d'USD ont été obtenus, et la majeure partie de ces fonds provient d'un seul donateur. La FAO a reçu 7 pour cent des financements alloués au secteur de la sécurité alimentaire, obtenant seulement 10,7 millions d'USD (versés par deux donateurs) alors que ses exigences étaient de 52,6 millions d'USD.

C. Liban

30. Le Liban est en proie à une crise grave et multiforme, exacerbée par l'escalade du conflit, l'effondrement de son économie et d'importants déplacements de population. À en juger par les projections, qui prévoient que 1,65 million de personnes, soit près de 29 pour cent de la population, seront confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou supérieure de l'IPC) en 2025, la situation humanitaire est catastrophique. Le secteur agricole, pierre angulaire de l'économie libanaise, a essuyé des revers considérables: terres agricoles abandonnées, cultures et infrastructures endommagées et déplacements en masse des communautés agricoles. Au cours des derniers mois de troubles, plus de 90 pour cent des agriculteurs du Sud-Liban ont signalé des pertes de production considérables, en particulier dans les districts de Tyr, Bint-Jbeil, Marjayoun et Nabatieh, où les taux de déplacement dépassent 95 pour cent. Ces difficultés viennent compromettre un peu plus la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.

31. Au cours des dernières années, la FAO a joué un rôle essentiel dans la gestion des défis agricoles et le renforcement de la sécurité alimentaire du Liban. Lors de l'escalade des hostilités fin 2024, l'Organisation a réorienté son action vers les interventions agricoles d'urgence, donnant la priorité aux ménages vulnérables et aux agriculteurs déplacés. Elle a distribué des semences, des outils et des engrais pour réduire les pertes de production, et fourni des services vétérinaires et des aliments pour animaux aux éleveurs. Elle a également apporté une assistance technique pour encourager les pratiques durables et renforcer le soutien aux femmes et aux groupes vulnérables travaillant dans le secteur agricole.

32. Dans le cadre de l'Appel éclair (janvier à mars 2025) et du plan d'intervention global de 2025 pour le Liban, la FAO appelle à réunir 35,3 millions d'USD pour apporter une aide agricole d'urgence à plus de 40 000 ménages agricoles (représentant plus de 193 000 personnes). En réponse à la situation d'urgence qui s'est déclarée immédiatement, la FAO a mis en œuvre sans tarder des activités d'un montant de près de 1,5 million d'USD, qui comprenaient notamment des évaluations rapides des besoins, un soutien à un programme d'assistance en espèces et la fourniture d'une aide d'urgence aux moyens d'existence agricoles.

33. La réactivation du Groupe de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, coprésidé avec le PAM, permet de traiter les problèmes liés à la sécurité alimentaire selon une approche coordonnée et multisectorielle. En collaboration avec le Ministère de l'agriculture, la FAO a mis en place un groupe de travail sur l'agriculture destiné à améliorer les analyses et les mesures d'intervention.

D. Niger

34. Le Niger est confronté à une profonde crise d'insécurité alimentaire, qui résulte d'une combinaison de chocs récurrents et de défis structurels. Les aléas climatiques extrêmes, tels que les sécheresses, les inondations et les précipitations irrégulières, associés à la hausse des températures et au décalage de la saison des pluies, ont fortement perturbé la production agricole et pastorale, rendant les moyens d'existence très vulnérables. La dépendance du pays à l'égard de l'agriculture pluviale et le développement limité des infrastructures d'irrigation ne font qu'exacerber ces vulnérabilités.

35. Les crises sécuritaires sont d'autres facteurs majeurs d'insécurité alimentaire, car elles restreignent l'accès aux zones de pâturage, réduisent la production agricole et entraînent de nombreux déplacements de population. En juin 2024, on dénombrait plus de 507 438 personnes déplacées à l'intérieur du pays, contre 403 974 en 2023, évolution qui met en évidence l'impact croissant de l'insécurité. Les perturbations du marché dans les zones de conflit ont entraîné de fortes hausses des prix des produits alimentaires, ce qui a encore aggravé la situation des ménages vulnérables. De plus, les inondations de 2024 ont touché plus de 1,5 million de personnes, causant 396 décès et détruisant les cultures, le bétail et les infrastructures sociales.

36. La dernière analyse du Cadre harmonisé montre que sur la période d'octobre à décembre 2024, plus de 1,5 million de personnes – soit 6 pour cent de la population – étaient en situation d'insécurité alimentaire grave, dont 59 421 en niveau d'urgence (presque le double des 31 115 personnes enregistrées en novembre 2023). La situation est particulièrement critique à Goudoumaria (région de Diffa) et à Téra (région de Tillabéri), où au moins 20 pour cent de la population sont en proie à une insécurité alimentaire grave. En outre, 4,5 millions de personnes environ se trouvent dans une situation de stress, au sens où elles conservent une alimentation minimale mais n'ont pas les moyens d'assumer les dépenses non alimentaires essentielles.

37. D'après les projections, plus de 2,2 millions de personnes, soit 8 pour cent de la population totale, devraient être confrontées à une insécurité alimentaire grave pendant la période de soudure de 2025 (de juillet à août), alors qu'elles étaient plus de 3,2 millions, soit 12 pour cent de la population, lors de la période de soudure de 2024. Parmi elles, 115 132 personnes devraient se trouver en situation d'insécurité alimentaire de niveau «urgence», contre 95 359 en 2024. La situation nutritionnelle est également préoccupante, 1,7 million environ d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë (dont 412 412 cas de malnutrition aiguë sévère). Par ailleurs, 96 188 femmes enceintes ou allaitantes souffrent de malnutrition aiguë.

38. En 2025, les priorités de l'action humanitaire de la FAO au Niger consisteront à protéger, rétablir et renforcer les moyens d'existence ruraux des personnes déplacées et des communautés d'accueil, ainsi qu'à améliorer leur sécurité alimentaire. L'aide portera principalement sur le soutien à la production agricole et animale, ainsi qu'aux activités de création de revenus, et donnera la priorité aux populations déplacées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, aux réfugiés et à leurs communautés d'accueil.

39. Au cours de la saison agricole hivernale de 2025, la FAO mènera trois interventions principales: fourniture de semences pour cultures pluviales, distribution d'aliments pour animaux et de transferts monétaires (l'accent étant mis sur les ménages dirigés par une femme), et distribution aux ménages vulnérables de semences pour la saison des cultures irriguées, complétées par des outils et des formations.

40. En réponse aux inquiétudes liées aux effets du changement climatique, la FAO participe à des actions anticipatoires et améliore la résilience des communautés en amont des inondations et des sécheresses.

41. Les besoins de la région du Sahel central n'ont pas attiré beaucoup d'attention. En termes de financement, la FAO a reçu 20 pour cent des montants qu'elle demandait pour couvrir les besoins en 2024 (28,01 millions d'USD ont été obtenus sur les 135,8 millions d'USD nécessaires).

E. Soudan du Sud

42. Au Soudan du Sud, plus de 90 pour cent de la population vit de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, de la chasse et des produits forestiers non ligneux, et plus de 80 pour cent de la population rurale est tributaire de l'agriculture de subsistance, qui produit à peine de quoi satisfaire ses besoins alimentaires annuels.

43. Le Soudan du Sud est confronté à une crise de la sécurité alimentaire sans précédent, qui devrait persister en 2025. Selon la dernière analyse de l'IPC, 7,7 millions de personnes (57 pour cent de la population) se trouveront en situation d'insécurité alimentaire aiguë grave (phase 3 ou supérieure de l'IPC) au cours de la période de soudure d'avril à juillet 2025, dont 63 000 en situation d'insécurité alimentaire aiguë de niveau catastrophique (phase 5 de l'IPC). Dans les États d'Unité, du Nil Supérieur, de Jonglei, de Bahr el Ghazal du Nord, de Warab, des Lacs et de l'Équatoria-Central, plus de la moitié de la population devrait connaître des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou supérieure de l'IPC). La situation est extrêmement grave (phase 5 de l'IPC - niveau catastrophique) dans les comtés de Pibor et d'Uror (État de Jonglei), dans le comté de Malakal (État du Nil Supérieur) et parmi les 31 000 personnes de retour réparties dans l'ensemble du pays.

44. Malgré de nombreuses difficultés, en 2024, la FAO a fourni une aide à environ 378 000 ménages (1,7 million de personnes) sur les 650 000 ménages ciblés dans le cadre du plan d'intervention humanitaire. Son aide a porté sur les activités suivantes: production végétale, production de légumes, distribution de kits de pêche, traitement du bétail, vaccinations et renforcement des capacités pendant les saisons principale et secondaire et la saison sèche.

45. En 2025, la FAO cherche à obtenir 60 millions d'USD pour aider 3,9 millions de personnes (650 000 ménages) à maintenir une production alimentaire de subsistance. Elle concentrera son soutien sur la production végétale, la production de légumes et la santé animale en ciblant les ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire grave. Avec seulement 35 USD, une famille peut produire des aliments d'une valeur de 320 USD sur le marché local, et avec seulement 25 USD, une famille peut produire des légumes nutritifs prêts à consommer en quatre à douze semaines, soit l'équivalent de 250 USD sur le marché local.

F. Soudan

46. Vingt mois après le début du conflit, le Soudan est confronté à une escalade de l'insécurité alimentaire, marquée par une famine généralisée et une malnutrition aiguë. Selon les estimations issues de la dernière analyse de l'IPC, au cours de la période allant de décembre 2024 à mai 2025, 24,6 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou supérieure de l'IPC), et parmi elles 8,1 millions en phase 4 et plus de 638 000 en phase 5 de l'IPC¹. Les causes principales de cette crise sont les conflits armés, les déplacements de population, les inondations et la crise économique qui perdure.

47. Dans le cadre du plan d'intervention humanitaire de 2024, la FAO a demandé 104 millions d'USD pour venir en aide aux communautés agricoles vulnérables. Or, elle n'a obtenu que 25,8 millions d'USD, soit un déficit de financement important qui a eu des retombées sur les activités. En 2024, la FAO et ses partenaires ont aidé 2,79 millions de personnes, à qui ont été distribués plus de 5 297 tonnes de semences de cultures et 8 320 kilos de semences de légumes. L'Organisation est venue en aide à 75 000 ménages déplacés (soit 375 000 personnes) dans le Darfour septentrional, distribuant des semences de gombo d'une importance vitale dans les camps touchés par la famine. Par ailleurs, 2,8 millions d'animaux ont été vaccinés, au profit de 558 000 ménages agropastoraux, et 8 250 chèvres d'élevage ont été distribuées à 1 650 ménages dans les États de la Mer Rouge, du Nil, du Nord et du Nil Blanc. Malgré de redoutables difficultés, notamment les

¹ Le Gouvernement du Soudan n'a pas souscrit à cette analyse.

restrictions de l'accès à l'aide humanitaire, les efforts de la FAO ont eu un impact significatif, contribuant à réduire le risque de famine. Les problèmes d'accès se sont aggravés en 2024, ce qui n'a pas permis de mener toutes les interventions prévues au cours de cette année.

48. En 2025, la FAO entend aider 14,2 millions de personnes par le biais de son plan d'intervention d'urgence et d'appui aux moyens d'existence, doté de 156,7 millions d'USD, qui met l'accent sur la distribution d'intrants agricoles, les aides à l'élevage et aux services vétérinaires, la distribution d'aides en espèces et la mise au point de programmes fondés sur des données factuelles. Toutefois, des problèmes tels que les restrictions d'accès, les conflits et les risques pour la sécurité persistent, notamment en raison de l'intensification des opérations militaires et des obstacles bureaucratiques. La FAO s'emploiera à diversifier les voies de transport pour la distribution des vaccins, en passant par le Soudan du Sud et le Tchad, afin d'assurer un soutien continu aux populations touchées. Compte tenu de l'instabilité de l'environnement politique et de l'accès limité à l'aide humanitaire, les projections concernant la famine devraient s'aggraver en 2025.

G. République arabe syrienne

49. La République arabe syrienne est engluée dans une crise profonde après plus d'une décennie de conflits, d'effondrement économique et de chocs climatiques. Les déplacements de population, l'insécurité et les dommages causés aux infrastructures provoquent de graves blocages logistiques, qui entravent l'accès à des régions agricoles éloignées mais essentielles. Le secteur agricole, vital pour l'économie syrienne, a été dévasté, les systèmes d'irrigation sont détruits, les communautés agricoles ont été déplacées et les intrants manquent.

50. Le blé est vital pour la sécurité alimentaire, l'agriculture et l'économie du pays. Or, la production a diminué de près de moitié – tombant de 4 millions de tonnes en 2011 à 2 millions de tonnes en 2024 – alors que la demande annuelle se maintient aux alentours de 2,5 à 3 millions de tonnes. Ce déclin est dû à plusieurs facteurs: dommages causés aux infrastructures d'irrigation, coût élevé des intrants (le prix des engrais a triplé en 2024), accès restreint aux terres, sécheresses, pénuries de main-d'œuvre, perturbations des chaînes d'approvisionnement, affaiblissement des services publics et dégâts causés aux installations de stockage.

51. Les perspectives pour 2024-2025 restent très sombres: seulement 40 pour cent des terres prévues pour être emblavées en blé sont effectivement cultivées, les chocs climatiques se poursuivent et les actifs agricoles sont faibles. L'absence de soutien à la production actuelle de blé et à la préparation de la campagne de blé de 2025-2026 ne fera qu'aggraver les dommages causés à l'économie rurale et entravera les efforts visant à renforcer la cohésion sociale et à parvenir à la paix. La FAO a besoin de 18 millions d'USD pour fournir une aide immédiate à 20 000 ménages de producteurs de blé, sous la forme de subventions pour l'achat d'engrais et de carburants (destinés à l'irrigation), et de paiements pour les récoltes mécanisées.

52. La FAO a contribué à atténuer l'effondrement du secteur agricole syrien. Entre 2014 et 2024, l'Organisation a remis en état plus de 100 systèmes d'irrigation, distribué des semences, des engrais et du matériel et soutenu le secteur de l'élevage en fournissant des aliments pour animaux et des services vétérinaires. Des programmes tels que les fermes-écoles ont donné aux communautés les moyens d'adopter des pratiques durables, tandis que les initiatives de type «travail contre rémunération» ont permis de réparer des infrastructures vitales. Les projets promouvant une agriculture intelligente face au climat, tels que ceux mettant en avant les cultures résistantes à la sécheresse et l'irrigation économe en eau, ont aidé les agriculteurs à s'adapter aux défis environnementaux. Grâce au soutien de la FAO, des interventions efficaces ont pu être menées, même dans des circonstances extrêmes.

53. Dans le cadre de son plan d'intervention humanitaire de 2024-2025, la FAO prévoit de fournir à 209 000 ménages (1,15 million de personnes) une aide agricole d'urgence qui comprendra notamment la distribution de semences, d'engrais et d'outils permettant d'accroître les rendements des cultures et les disponibilités alimentaires. Les efforts se concentrent en priorité sur la remise en état des systèmes d'irrigation et des installations de stockage, le soutien à la production animale et la promotion des techniques intelligentes face au climat. La FAO attache une attention particulière à

l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le secteur agricole, afin de favoriser une reprise équitable.

V. Exemples d'impacts produits par les interventions agricoles d'urgence

54. Les interventions d'urgence et de renforcement de la résilience de la FAO couvrent un vaste périmètre et comprennent, entre autres: 1) une assistance directe, porteuse d'impact et efficace par rapport à son coût pour les ménages ruraux touchés par la crise alimentaire; 2) la production et l'analyse de données; et 3) des initiatives mondiales et des initiatives transfrontières.

A. Une assistance directe, porteuse d'impact et efficace par rapport à son coût pour les ménages ruraux touchés par la crise alimentaire

55. Conformément à son Cadre stratégique 2022-2031, la FAO a intensifié ses activités pour offrir une aide d'urgence et une aide pour le renforcement de la résilience aux personnes touchées par des crises alimentaires, proposant aux populations rurales une assistance adaptée à leurs besoins et à leurs préférences (essentielle pour le respect du principe de responsabilité et la qualité de la programmation). Dans des enquêtes menées dans 15 pays en situation de crise alimentaire en 2024, 72 pour cent des personnes interrogées en moyenne ont déclaré avoir besoin d'aides à l'agriculture et aux moyens d'existence. Ce besoin a été exprimé par plus de 80 pour cent des déclarants en Afghanistan, en République centrafricaine, au Niger, au Nigéria et au Yémen, et par 89 pour cent au Liban. Ces résultats montrent combien les activités de la FAO en matière d'aide agricole d'urgence et de protection des moyens d'existence sont utiles dans les situations de crise alimentaire.

56. En 2023, le nombre total de bénéficiaires des activités de la FAO a grimpé à presque 57 millions de personnes. Un corpus grandissant de données vient corroborer l'idée défendue par la FAO que les programmes d'aide agricole adaptés au contexte ont un impact important sur la résilience des populations face à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et à la privation de bien-être dans les contextes de crise alimentaire. Une analyse d'impact rigoureuse menée en 2023-2024² dans six pays en situation de crise alimentaire (Burkina Faso, Madagascar, Somalie, Soudan du Sud, Territoire palestinien occupé et Yémen) s'est penchée sur les effets de l'aide dans ces pays. Elle a constaté que le soutien à la production de cultures et de légumes fondé sur la mise à disposition de semences, d'outils, d'engrais, d'assistance technique et de moyens d'irrigation avait permis d'accroître la sécurité alimentaire de 18 pour cent (d'après le score de consommation alimentaire) et la diversité alimentaire des ménages de 9 pour cent. Elle a également observé un recul de 18 pour cent des stratégies d'adaptation préjudiciables, telles que celles consistant à réduire la taille des portions, à sauter des repas, ou à restreindre la consommation alimentaire des adultes pour permettre aux enfants de manger, en comparaison de la situation des ménages qui n'avaient pas reçu d'aide.

57. Au-delà de la satisfaction des besoins alimentaires, les ménages ont également amélioré leurs capacités d'adaptation. Ils étaient plus enclins (+16 pour cent) à vendre leur production en plus de pourvoir à leurs besoins alimentaires, et avaient des sources de revenus plus diversifiées, ce qui est important pour renforcer la résilience face aux chocs et aléas futurs. L'intensification de ces efforts peut contribuer à réduire le besoin global d'aide humanitaire.

Mise en œuvre d'un programme à grande échelle en Afghanistan

58. Les activités de la FAO en Afghanistan offrent un excellent exemple de mise en œuvre à grande échelle d'un programme qui fournit aux communautés agricoles un soutien immédiat et à court terme tout en réduisant la dépendance à long terme du pays vis-à-vis de l'aide humanitaire. En 2023-2024, le programme de la FAO pour le blé a notablement contribué à la sécurité alimentaire des ménages et à la production nationale de blé en fournissant des intrants à 600 000 ménages bénéficiaires, avec pour résultat une augmentation de la production totale de blé estimée à 876 000 tonnes. Cette hausse a représenté environ 17,5 pour cent de la production totale de blé de

² Dans le cadre d'une collaboration entre la Division de l'économie et des politiques agroalimentaires de la FAO, le Bureau des urgences et de la résilience et les bureaux de pays concernés.

l'Afghanistan en 2024³. Chaque ménage participant a augmenté sa récolte de blé dans des proportions suffisantes pour nourrir deux membres supplémentaires de la famille pendant une année entière. Au niveau national, ce surcroît de production pourrait nourrir 1,2 million de personnes et jouer ainsi un rôle essentiel dans la lutte contre la faim et l'amélioration de la résilience face à l'insécurité alimentaire.

Aide en espèces en Ukraine et en Somalie

59. Les aides sous forme d'espèces et de bons d'achat et les interventions fondées sur le marché jouent un rôle grandissant dans les initiatives d'aide humanitaire et de renforcement de la résilience. En 2023, la FAO a fourni 169 millions d'USD d'aides en espèces et en bons d'achat à 7,8 millions de personnes dans 37 pays. Ce type d'aide de la FAO s'est révélé crucial en Ukraine en 2023 et 2024. En moyenne, les ménages ruraux ont déclaré avoir perdu 483 USD de revenus en raison du conflit. La FAO a été en mesure de compenser ces pertes par des transferts monétaires inconditionnels d'un montant compris entre 504 et 576 USD, qui ont permis aux ménages (105 000 personnes) de pourvoir à leurs besoins prioritaires.

60. Il ressort d'une évaluation de l'impact de «cash plus» – programme phare de la FAO qui associe aide en espèces, fourniture d'actifs agricoles, formations aux compétences agricoles ou commerciales et/ou distribution d'intrants agricoles tels que des semences, des outils ou des engrais – en Somalie que «le fait d'associer transferts en espèces et intrants agricoles a également réduit de manière substantielle l'insécurité alimentaire parmi les bénéficiaires, et que cet impact a persisté parmi les ménages ayant été confrontés à des chocs climatiques»⁴. Les bénéficiaires de «cash plus» étaient également plus enclins à cultiver une gamme plus étendue de variétés végétales nutritives, et étaient en mesure de diversifier davantage leurs moyens d'existence. Une analyse de la situation en Somalie montre en outre que les initiatives de travail contre rémunération mises en œuvre à un stade précoce permettent aux ménages vulnérables de poursuivre leurs activités de subsistance malgré les chocs, contribuent à prévenir les déplacements de population et réduisent les coûts associés. Ces programmes aident les communautés à remettre en état les infrastructures essentielles (bourrelets en courbes de niveau, systèmes de captage d'eau, routes de desserte et débroussaillage), d'où une réduction des coûts. L'analyse a également révélé que chaque dollar investi dans des activités de travail contre rémunération en soutien aux moyens d'existence ruraux permet d'économiser 10 dollars, montant qui serait nécessaire pour aider le même ménage s'il était déplacé.

Utilisation de bons électroniques au Mozambique

61. Dans les contextes de crise alimentaire, les bons peuvent également jouer un rôle important, fondé sur le marché, en contribuant à répondre aux besoins des personnes touchées. Selon une évaluation de l'impact du programme de bons électroniques de la FAO au Mozambique réalisée en 2023-2024 (portant sur la période 2019-2024), cette modalité a entraîné une amélioration notable de l'accès aux intrants améliorés et une multiplication par plus de deux de leur utilisation parmi les agriculteurs qui n'y avaient jamais eu recours auparavant. Qui plus est, les surfaces cultivées ont plus que triplé et l'adoption de bonnes pratiques agricoles considérablement augmenté parmi les bénéficiaires de bons. Autre constatation de l'évaluation: lorsque des bons plus importants étaient accompagnés de subventions supplémentaires, la valeur de la production agricole était cinq fois supérieure au coût des intrants et les bénéfices des agriculteurs atteignaient des montants cinq fois plus élevés que le coût net des subventions pour la FAO⁵.

Action anticipatoire

³ Correa, J. S., Staffieri, I., Kluth, J. et Sitko, N. à paraître. *Measuring the Impacts of FAO's Wheat Protection Package in Afghanistan – Policy Brief*. Rome. FAO.

⁴ Valli, E., Daidone, S., Sitko, N. et Staffieri, I. 2022. *Evaluating the impacts of cash and complementary agricultural support interventions in fragile settings: Evidence from Somalia – Policy brief*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc2691en>.

⁵ DIME (2024). FAO Mozambique eVoucher Impact Evaluation Results. Présentation novembre 2024.

62. En 2023-2024, la FAO a travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements et ses partenaires afin d'aider 1,7 million de personnes dans 24 pays dans le cadre de son plan d'action anticipatoire et d'intervention face à El Niño. Grâce aux mesures d'anticipation des aléas induits par El Niño, les taux de mortalité animale ont diminué dans des proportions allant jusqu'à 60 pour cent par rapport aux communautés qui n'avaient pas reçu de soutien.

63. En Colombie par exemple, où la mortalité animale a baissé de 30 pour cent, les bénéficiaires ont souligné que la vaccination, l'utilisation de fourrage à croissance rapide et l'amélioration de l'accès à l'eau avaient grandement contribué à ce que les animaux restent en bonne santé et productifs pendant les périodes de sécheresse prolongées. Les analyses en cours montrent que pour chaque dollar investi dans des actions anticipatoires, les ménages évitent jusqu'à trois dollars d'impacts ou pertes dus aux catastrophes⁶. Cela prouve que le fait de protéger les moyens d'existence agricoles en amont des chocs est une solution efficace par rapport à son coût, qui réduit les conséquences humanitaires et les coûts connexes des interventions d'urgence.

B. Données et analyse dans les situations d'urgence

64. Dans le cadre de ses activités sur les situations d'urgence, la FAO apporte également une contribution majeure aux analyses contextuelles et sectorielles et aux analyses des besoins par l'intermédiaire de la plateforme de données sur les situations d'urgence (DIEM). Établie en 2020, la plateforme DIEM élabore un ensemble de produits analytiques qui fournissent des données et des informations éclairant la programmation interne et externe et les décisions stratégiques. Elle livre des données de suivi sur 26 pays sujets à des chocs multiples et des informations régulièrement mises à jour concernant l'impact de différents chocs sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations rurales. Des données primaires périodiques sont recueillies au niveau des ménages et auprès d'informateurs clés (fournisseurs d'intrants agricoles, vendeurs de produits alimentaires, services de vulgarisation, etc.). La plateforme produit également des évaluations post-catastrophe, qui sont importantes pour le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

C. Initiatives mondiales et initiatives transfrontières

Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières

65. Placé sous la direction conjointe du Bureau des urgences et de la résilience et de la Division de la production et de la santé animales de la FAO, le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD) constitue aujourd'hui l'un des plus vastes programmes de développement des capacités en santé animale au monde. Il aide les membres les plus vulnérables et les plus défavorisés sur le plan économique à prévenir, détecter et endiguer les maladies animales transfrontières. L'approche «Une seule santé» fait partie intégrante des activités de l'ECTAD – étant donné que la transmission des zoonoses survient à l'interface entre les êtres humains, les animaux et les écosystèmes – et le Centre a vocation à renforcer l'action interdisciplinaire à tous les niveaux par l'entremise de son réseau mondial pluridisciplinaire. Le réseau international de l'ECTAD comprend plus de 400 experts, qui participent directement à des activités de lutte contre les zoonoses dans différentes régions du globe, notamment l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique, l'Europe, et le Proche-Orient. Le réseau s'est étendu et couvre 52 pays à ce stade de la période 2024-2025.

66. En 2024, les équipes de l'ECTAD ont mené des activités de lutte contre les foyers épidémiques, de développement des capacités, d'atténuation des risques et de soutien aux politiques et à la promotion. Le programme a mené plus de 180 enquêtes et interventions en lien avec des foyers épidémiques dans 22 pays. Par ailleurs, neuf pays ont reçu des équipements et du matériel provenant du Stock mondial de matériel de lutte contre les maladies animales à haut risque de la FAO.

⁶ Des données ont été recueillies dans 15 pays, et seuls les calculs confirmés sont pris en compte. Cette estimation est considérée comme prudente, car elle intègre uniquement les avantages immédiats, sans tenir compte des retombées à moyen terme.

67. S'agissant du développement des capacités, plus de 160 laboratoires ont bénéficié d'un soutien de l'ECTAD dans les domaines suivants: analyses relatives aux maladies zoonotiques prioritaires et/ou à la résistance aux antimicrobiens, biosûreté et biosécurité, et assurance de la qualité. Le programme a accompli d'importants progrès sur le plan du perfectionnement du personnel en 2024, formant environ 7 000 personnes, dont 30 pour cent de femmes, dans différents domaines liés à la santé animale.

Centre de gestion des urgences

68. Le Centre de gestion des urgences (EMC) de la FAO aide les pays et les régions à faire face aux menaces qui pèsent sur les systèmes agroalimentaires en mettant l'accent sur la préparation, l'intervention rapide et la coordination des opérations en cas d'urgence. Il s'emploie à protéger la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, en particulier dans les zones vulnérables, en suivant les orientations de l'approche «Une seule santé». En tenant compte des principes de cette approche dans son action, le Centre favorise des avancées dans deux domaines prioritaires du Programme (DPP) qui revêtent une grande importance, à savoir celui consacré à l'approche «Une seule santé» (AP 3) et celui portant sur les situations d'urgence agricoles et alimentaires (AV 4).

69. Depuis 2022, l'EMC a mené les activités suivantes pour aider les pays: mise en œuvre de l'approche de gestion progressive dans le secteur de la santé animale pour la préparation aux situations d'urgence dans 60 pays; déploiement de formations et de mesures d'aide dans 24 pays à l'appui de la préparation de plans d'intervention pour les maladies de la banane, en partenariat avec la Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO; soutien aux interventions des pays face à dix maladies animales et trois situations d'urgence phytosanitaire; mise en place de plus de 12 formations en présentiel sur les bonnes pratiques de gestion des situations d'urgence en anglais, espagnol et français; et formation de 7 167 personnes dans le cadre de cours en ligne (disponibles en quatre langues).

Projets d'urgence au titre du Programme de coopération technique

70. Les projets d'urgence au titre du Programme de coopération technique (PCT) soutiennent à la fois les efforts de préparation et d'intervention immédiate face aux catastrophes et les activités de redressement rapide, en fournissant en temps voulu des intrants agricoles essentiels, des services et des formations. Les projets d'urgence du PCT aident les communautés touchées à reprendre rapidement leurs activités de production alimentaire et de subsistance.

71. Depuis 2018, le volet d'urgence du PCT a fourni des aides d'un montant de 87,5 millions d'USD à plus de 689 000 ménages, dans le cadre de 191 projets menés dans 153 pays membres. Ce soutien a permis à la FAO de renforcer les capacités des interlocuteurs ministériels et institutionnels dans les domaines des risques naturels ainsi que des organismes nuisibles et des maladies touchant les végétaux et les animaux, en mettant l'accent sur la préparation, la prévention, la surveillance, la détection, le diagnostic et le contrôle. Les membres ont également reçu une aide pour la mise au point de systèmes d'alerte précoce et de plans, cadres et stratégies de prévention, de préparation et d'intervention, ainsi que pour le renforcement de la coordination nationale, sous-régionale et régionale dans ces domaines.

72. Par son appui aux moyens d'existence agricoles (semences/matériel de plantation, aliments pour animaux, volailles, petits ruminants, transferts monétaires, etc.), la FAO a comblé des lacunes d'importance critique sur le terrain et complété les interventions de partenaires tels que le PAM et l'UNICEF.

VI. Aperçu des objectifs et des besoins chiffrés de la FAO en 2025

73. De Gaza à Haïti, en passant par le Soudan, l'escalade de la violence a engendré de graves crises alimentaires en 2024. Le nombre de personnes qui se trouvent ou qui risquent de basculer dans une situation d'insécurité alimentaire catastrophique a plus que doublé, puisqu'il est passé de 705 000 à 1,9 million de personnes entre 2023 et le milieu de l'année 2024 dans cinq pays ou territoires. La famine et le spectre de la famine ont fait leur retour et requièrent une attention urgente.

74. Les conflits, les phénomènes climatiques extrêmes et les ralentissements économiques continueront d'être des facteurs de faim en 2025. Selon les projections du dernier rapport sur les points névralgiques de la faim 16 points névralgiques resteront confrontés à une forte insécurité alimentaire. Dans ce contexte, la FAO prévoit en 2025 d'aider 49 millions de personnes dans plus de 30 pays, pour un coût de 1,9 milliard d'USD; les besoins de l'Organisation au titre des plans d'intervention humanitaire ne représentent que 4 pour cent du total des besoins de financement de ces plans à l'échelle mondiale.

75. En termes plus simples, les interventions d'urgence de la FAO coûtent de l'ordre de 38 USD par personne en moyenne, bien que les coûts varient selon les contextes. Malgré cette part modeste, la FAO a l'ambition d'atteindre près d'un tiers de l'objectif global de l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale, démontrant une capacité à produire un impact considérable avec des ressources limitées. Les estimations préliminaires tirées des interventions de 2023-2024 indiquent que chaque dollar investi dans les kits de semences et d'intrants a rapporté en moyenne 4 dollars de gains aux ménages, ce qui leur a permis de satisfaire leurs besoins en céréales pendant sept mois en moyenne⁷. La FAO s'est engagée à continuer d'évaluer en 2025 le rapport coûts-avantages et le retour sur investissement des activités qu'elle mène dans les situations de crise alimentaire.

⁷ Calcul fondé sur la superficie moyenne cultivée par les ménages bénéficiaires de la FAO, les rendements moyens nationaux et les prix moyens nationaux des produits de base pour la période de référence dans un sous-ensemble de pays où des plans d'intervention humanitaire et/ou des appels ont été lancés en 2023 et 2024.